

15.07.2012 08:17 bsf019 3 POL ELE VOT ORG Dépêche individuelle Interview suf ats/ka
Berne

Non à l'EEE: 20 ans déjà: Pour Christoph Blocher, le combat contre l'Europe continue

Par Adrien Kay et Nicole Meier, ats

(ats) Christoph Blocher a mené la campagne contre l'EEE tambour battant. Vingt ans après, il se félicite de l'indépendance de la Suisse et y voit la source de sa prospérité. Mais le combat n'est pas terminé. Il met en garde contre l'intégration européenne "rampante" et promet un référendum contre l'accord sur l'énergie en négociation avec l'UE.

ats: Comment avez-vous vécu la soirée de votation?

CB: La tension était à son comble. Au début de la campagne, nous étions donné perdants par tous les sondages. Les médias étaient contre nous. Lorsque le résultat a été annoncé, mon camp a laissé éclater sa joie et lancé des feux d'artifice. Mais moi, j'étais à bout physiquement: je me suis couché à 20h00. J'avais tenu des conférences dans toute la Suisse durant une année sans interruption, au moins une par jour. Et puis, j'avais des doutes.

ats: Vous n'étiez pas certain que le rejet de l'EEE soit le bon choix?

CB: Je ne suis pas prophète. J'étais sûr de moi la journée, lorsqu'il s'agissait de faire campagne. La nuit je me demandais s'il était possible que tant de gens se trompent. La classe politique et mes amis industriels étaient tous convaincus que la Suisse ferait naufrage si elle choisissait de faire cavalier seul. En outre, le pays a été profondément divisé par cette votation.

ats: La Suisse romande ne vous a pas suivi

CB: Effectivement. C'est certes symbolique mais l'après-midi du 6 décembre 1992, la radio annonçait les premiers résultats et on a appris qu'une petite commune des Grisons, Lü/Lüsai, avait voté à 100% contre l'Espace économique européen. En Suisse romande, l'inverse s'est produit, avec un hameau dont les habitants ont tous glissé un "oui" dans l'urne.

ats: Comment expliquez-vous un tel Röstigraben?

CB: L'UDC n'était vraiment implantée que dans certains cantons alémaniques. Le débat était aussi posé en des termes différents des deux côtés de la Sarine. En Suisse alémanique, il était simplement question de conserver sa souveraineté. Les Romands votaient eux sur "l'ouverture" de la Suisse. Et puis, j'ai peut-être fait office de repoussoir. Lors d'une conférence que j'ai donnée à Fribourg, des affiches me caricaturaient en affirmant: "c'est le diable qui vient".

ats: Vingt ans après, quel bilan tirez-vous?

CB: L'histoire m'a donné raison. Bien davantage que je ne l'aurais imaginé à l'époque. On ne pouvait prévoir ni l'ampleur de la prospérité helvétique ni celle de la débâcle européenne actuelle.

ats: Ne mélangez-vous pas EEE et UE?

CB: C'est la même chose. Le Conseil fédéral avait clairement dit à l'époque que l'EEE était le premier pas avant l'adhésion. Si nous avions perdu la votation, la Suisse ferait aujourd'hui partie de l'UE.

ats: Aujourd'hui, le peuple est très largement opposé à une adhésion. Vous n'avez plus de souci à vous faire!

CB: Au contraire. Le combat le plus important des vingt prochaines années sera d'éviter une intégration rampante dans l'UE. C'est d'ailleurs ce qui risque d'arriver avec la négociation avec Bruxelles d'un accord sur le dossier énergétique.

ats: Ce traité semble inoffensif

CB: Oui, au premier abord, c'est bien le problème. Mais le Conseil fédéral compte en profiter pour régler la question institutionnelle et va faire des concessions à l'UE. Un accord sur l'énergie et l'électricité pourrait avoir valeur de modèle pour la reprise automatique du droit communautaire. Il pourrait aussi consacrer la mise sur pied d'une instance d'arbitrage indépendante pour régler les conflits entre Berne et Bruxelles. La Suisse n'aurait plus son mot à dire.

ats: Que comptez-vous faire?

CB: Lancer le référendum. Nous allons mettre sur pied un comité interpartis avant la fin de l'année pour commencer à sensibiliser l'opinion. Notre tâche ne sera pas aisée. Avec le vote sur l'EEE, on annonçait clairement la couleur. Cette fois-ci, les partisans de l'accord sur l'énergie parleront énergie et nous devons montrer que c'est de souveraineté qu'il s'agit.

ats: Vous vous opposez à l'accord sur l'énergie comme vous avez combattu d'autres accords bilatéraux. Vous aviez pourtant présenté les bilatérales comme l'alternative à l'EEE en 1992

CB: Je n'ai pas combattu tous les accords. Seulement ceux qui étaient mauvais tels que Schengen et la libre circulation des personnes. J'ai simplement dit que si nous avons des problèmes avec nos voisins, il suffisait de les régler en bilatéral. Mais sans détruire la souveraineté suisse.

ats: Vous ne partagez donc pas le constat selon lequel les bilatérales sont la source principale de la prospérité helvétique?

CB: La Suisse ne se porte pas mieux grâce aux bilatérales. Nous sommes prospères car nous ne faisons pas partie de l'UE. Nous avons des impôts bas et moins de dettes. Aujourd'hui nous n'avons plus besoin de conclure de nouveaux accords bilatéraux. Les besoins vitaux sont tous couverts. En somme, c'est l'indépendance qui fait notre force.

ats: Ne nous isole-t-elle pas également? Le secret bancaire a souffert de l'absence d'alliés

CB: Des alliés? Nous n'en avons pas besoin. Regardez l'Autriche ou le Luxembourg. Eux aussi sont mis sous pression dans le dossier bancaire et ils font pourtant partie de l'UE. La Suisse a de tout temps été seule. C'est aussi pour cela que nous sommes devenus si forts.

ats: Dans le fond, vous n'aimez pas l'Europe

CB: J'aime beaucoup les Européens. Mais l'Union européenne, c'est une construction intellectuelle. Une construction défectueuse. Aujourd'hui, tout le monde peut s'en rendre compte.

ats: Doit-on s'attendre à la fin de l'UE?

CB: Je ne sais pas. Si l'UE n'implose pas, il est probable qu'un mouvement de décentralisation se fasse jour.

ats: Combien de temps allez-vous encore vous engager contre l'UE?

CB: Tant que j'en serai capable, je mènerai le combat. C'est nécessaire pour une Suisse libre, neutre et prospère.